

2 Politique

Administration décentralisée/Conseil départemental de Tsamba-Magotsi Le vide désormais comblé

E.L

Libreville/Gabon

Mathias Manfoumbi Tsambi conseiller départemental issu des rangs du Parti démocratique gabonais (PDG) a été élu avec 15 voix contre 1 bulletin nul. A l'issue d'une élection supervisée par le préfet Michel Matsakassa, en présence de Mme Yolande Nyonda, tête de liste PDG lors des élections locales de 2013.



Photo : Eric Laphéa

Quelques membres du Conseil départemental de Tsamba-Magotsi, au terme des travaux.

EN application de la note d'orientation du ministère de l'Intérieur, les conseillers départementaux de Tsamba-Magotsi ont tenu une session spéciale consacrée au renouvellement du bureau de l'institution, le 29 juillet dernier, à Fougamou. Les travaux supervisés par le préfet Michel Matsakassa visaient essentiellement à combler le vide créé par le décès du président, Lotant Missounga. C'est ainsi que Mathias Manfoumbi Tsambi a été porté à la tête dudit conseil départemental. Jusqu'ici, le promu occupait les fonctions de 1er

vice-président. Cette position l'a conduit à l'expédition des affaires courantes. Le préfet, après avoir fait lecture de la note d'orientation convoquant lesdites assises, s'est rassuré, conformément aux dispositions légales, du respect du quorum fixé à 2/3 des conseillers. Cet exercice lui aura permis de constater que 16 des 21 conseillers étaient présents.

En terme de promotion, c'est Jean de Dieu Okaba (PDG) qui devra désormais assurer la vice-présidence. Tandis que le poste de 2e

vice-président revient à Mme Willie Matsoumba (PDG). La promotion de cette dernière a été bien accueillie aussi bien par les membres de l'institution que par la population car, dit-on, c'est la première fois dans l'histoire de cette contrée, qu'une femme intègre le bureau du conseil départemental de Tsamba-Magotsi.

Pour la tête de liste PDG aux Locales de 2013, Yolande Nyonda, "cette élection est un grand bonheur". Mon unique satisfaction, aujourd'hui, c'est d'avoir fait



Photo : Eric Laphéa

Une phase de la remise d'un important don de médicaments au Centre médical de Fougamou.

bouger les lignes en ayant réussi à faire élire pour la première fois au bureau de cette collectivité locale, une femme. C'est dire que la Décennie de la femme, chère au chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, poursuit sa marche», a-t-elle déclaré. Non sans préciser que «l'élection de cette femme à la deuxième vice-présidence n'a été possible que grâce à la présence de cinq autres dans le collège électoral». Comme quoi, va-t-elle poursuivre, «si les femmes soutiennent les hommes, rien ne peut les arrêter».

Pour sa part, le préfet Michel Matsakassa s'est contenté de prodiguer des conseils à la nouvelle équipe dirigeante. Notamment au président nouvellement élu. «Comme vous l'avez démontré, a-t-il dit, durant votre intérim, vous êtes un capitaine appelé à diriger votre équipe avec maestria car, les populations de Tsamba-Magotsi attendent beaucoup de votre action».

A noter, par ailleurs, que le nouveau bureau a fait un don de médicaments de première nécessité au centre médical de Fougamou.

Communiqué

LA direction générale du Protocole d'Etat a l'honneur d'informer que la cérémonie solennelle du Drapeau aura lieu le mercredi 09 août 2017 à 11h 00 à la place de l'Indépendance du côté du Mausolée Léon Mba.

Y sont conviés :

- Les membres du gouvernement ;
- Les présidents des Institutions constitutionnelles ;
- Le Corps diplomatique (ambassadeurs et Chargés d'Affaires) ;
- Les maires des communes de Libreville, Owendo, Akanda ;
- Les maires d'arrondissements ;
- Les chefs de quartier ;
- Les secrétaires généraux des ministères ;
- La présidence de la République.

Mise en place terminée à 8h 20 Heure d'arrivée : 9h-10h 30

La direction générale du Protocole d'Etat vous remercie de votre présence.

Opposition/Causeries politiques des leaders de la CNR à Libreville, Owendo, Akanda

Message d'espérance

C.O

Libreville/Gabon

SAMEDI, dernier, plusieurs zones des arrondissements de Libreville, Owendo et Akanda ont été prises d'assaut par les populations. Vêtus pour la majorité de chemises et de tee-shirts de couleur jaune, ces personnes étaient là, pour écouter le message des leaders de la Coalition pour la nouvelle République (CNR), un regroupement des partis et personnalités politiques, ainsi que des associations qui soutiennent Jean Ping, l'ancien principal candidat



Photo : Chris Oyame

La délégation de la CNR qui a animé le meeting de Venez-Voir après la rencontre avec la population.

de l'opposition à la Présidentielle de 2016.

Les équipes de la CNR étaient essentiellement aux marchés de Nkembo, dans le 2^e arrondissement et d'Oloumi, dans le 5^e arrondissement

de Libreville, ainsi que dans certains quartiers des 3^e, 4^e et 6^e arrondissements de la capitale. Tout comme à Owendo, Akanda. Il s'agissait du "Samedi jaune", un concept récemment lancé



Photo : Chris Oyame

Une vue des partisans du changement de Venez-Voir, écoutant le message délivré par les leaders de la CNR.

par le sénateur Jean Eyeghe Ndong. Celui-ci consiste à se vêtir en jaune chaque samedi, pour revendiquer ce qu'ils appellent "le respect de la vérité des urnes".

A cette occasion, des cause-

ries politiques étaient organisées. C'est ainsi qu'au lieu dit, Ozoungue Poubelle, dans le 5^e arrondissement de Libreville, c'est le groupe composé de Jean Eyeghe Ndong, Moulengui Boukosso, Pascal

Oyogou et Aimé Nzamba qui a entretenu l'assistance. Dans le 3^e, précisément derrière la préfecture du département du Komo-Océan, ce sont Radeconde Djenno, Philibert Andzembe et Augustine Embinga qui ont animé la causerie. Pendant que les Drs Edouard Engouang et Alphonse Louma, Mme Véronique Essomeyo, tout comme Guillaume Moro et Martin Kassa investissaient quant à eux le 2^e arrondissement de Libreville.

Pour ces responsables de l'opposition, il est question de passer le message de "l'espérance", de la "résistance" à la population gabonaise. «Une résistance qui consiste, précisent-ils, à enlever la peur qui habite encore les cœurs des Gabonais».

Vie des partis/UPL/Installation de la délégation du deuxième arrondissement de Libreville

Les membres du bureau en poste

E.L

Libreville/Gabon

L'UNION pour le progrès et la liberté (UPL) a procédé, samedi dernier, à l'installation de sa délégation dans le 2^e arrondissement de la commune de Libreville. Le bureau dirigé par Gervais Ndong Aboghe et fort de dix-huit membres, a été installé par le président de cette formation politique, Édouard Engouang Allogho. Ledit parti politique est membre de la Coalition pour la nouvelle République (CNR). A cette occasion, M. Engouang Allogho a rappelé



Photo : Eric Laphéa

Le président de la délégation Gervais Ndong Aboghe désormais installé.

que son parti a "le privilège d'avoir été la première formation politique à appeler à la candidature de l'ancien président de la Commission de l'Union africaine, Jean Ping, lors de la Présidentielle



Photo : Eric Laphéa

Les membres du bureau et quelques officiels au terme de l'installation.

de 2016". Dans cet élan, il a donc invité les membres de la délégation du 2^e arrondissement à se mettre au travail en vue d'occuper le terrain. «Chaque membre du bureau doit animer une cellule dans

son quartier», a-t-il instruit. Un message qui, visiblement, n'est pas tombé dans les oreilles de sourds d'autant plus qu'en retour, Gervais Ndong Aboghe a rassuré son président de ce que ses col-

laborateurs et lui ne ménageront aucun effort pour mettre en œuvre les orientations du parti. Toutefois, abordant quelques questions d'actualité, le président de l'Union pour le progrès et la Liberté ont laissé entendre que l'UPL ne participerait pas aux prochaines élections législatives, "si le climat politique n'est toujours pas assaini". De même qu'il a fustigé le comportement "irresponsable" de certains leaders politiques de CNR qui, selon lui, "changent actuellement de discours en voulant participer au prochain scrutin législatif dont la nouvelle date a été fixée au mois d'avril 2018, par la Cour constitutionnelle".

M. Engouang Allogho, soutenu par sa collaboratrice Véronique Essomeyo, a déploré le "volte-face" affichée par certains de leurs pairs. «Aujourd'hui certains membres de notre camp disent qu'ils ne veulent plus ni de Jean Ping, ni d'Ali Bongo Ondimba. C'est inconcevable alors que nous étions engagés dans le même combat», a-t-il lâché. Non sans inviter leurs militants au respect scrupuleux de la loi et à la préservation des biens publics et privés. «La résistance à laquelle nous faisons allusion ne signifie pas qu'il faut casser ou brûler, nous devons tout simplement initier des actions qui ne portent pas atteinte à autrui», a-t-il précisé.